Solidaires Finances Publiques 54
SYNDICAT NATIONAL
Section de la Meurthe-et-Moselle
N° 01 Fév. 2024

LE PAVÉ DE STANISLAS

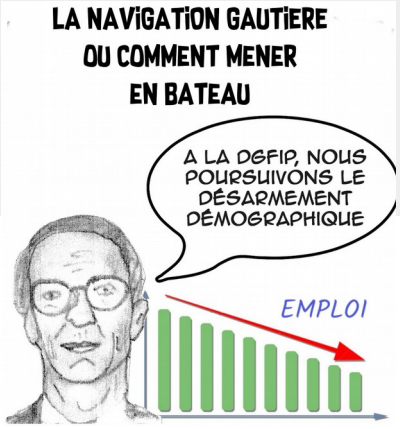
JOURNAL DE LA SECTION DU 54 À PARUTION ALÉATOIRE

L'HEURE DES REVENDICATIONS 2024 OU NOTRE CALENDRIER DE L'APRÈS

A CHAQUE MOIS SA REVENDICATION

JANV.	Revalorisation de nos traitements et pensions.
FEV.	Des effectifs dans nos services.
MARS	Une protection sociale de qualité, à la hauteur de nos besoins.
AVRIL	Une véritable action sociale, pour se loger, se restaurer et pour les loisirs de nos enfants.
MAI	Arrêt des restructurations pour que l'on puisse se projeter dans l'avenir.
JUIN	De vrais investissements dans les outils informatiques pour qu'on arrête de galérer.
JUIL.	Un vrai service public, un accueil chaleureux pour nos usagers.
AOUT	Un suivi efficace en matière de santé et de sécurité.
SEPT.	Une réhumanisation des ressources humaines.
OCT.	Amélioration des conditions de travail.
NOV.	Retrouver du sens dans l'exercice de nos missions.
DEC.	Le maintien du statut de la fonction publique et l'arrêt des recrutements précaires.

Nous vous présentons le pavé de Stanislas, nouveau journal de la section de Solidaires Finances Publiques 54. Nous essaierons de vous le présenter le plus fréquemment possible, sans nous engager. Cela dépendra de l'actualité de notre section et de nos possibilités de rédaction.
En espérant que vous trouverez un intérêt à sa lecture.



ÉDITO

DES NÉGOCIATIONS INDEMNITAIRES SE SONT ENGAGÉES À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES DEPUIS L'AUTOMNE.

Réclamées depuis 2 ans par les 4 organisations syndicales représentatives, elles se déroulent non pas entre le seul Directeur Général et les Organisations syndicales, mais bien entre la DGFiP et nous, ses 94 000 agents !

NOUS qui sommes de plus en plus éprouvé.es par les conditions d'exercice de nos missions.

NOUS qui sommes fatigué.es des réformes brutales subies ces dernières années.

NOUS qui sommes accablé.es par la stagnation de nos rémunérations.

Pour faire entendre notre voix, Solidaires Finances Publiques 54 a appelé à un rassemblement devant la Direction Départementale 50, rue des Ponts à Nancy lundi 29 janvier 2024.

L'Est Républicain a relaté notre action avec celles des autres secteurs en lutte avec des revendications plus ou moins progressistes : agriculteurs, taxis et enseignants.

Nous profitons de l'occasion pour adresser notre solidarité à nos collègues de Longwy, victimes d'exactions de la part de certains agriculteurs le 31 janvier 2024

NB Pensées à nos collègues de Longwy

Adhérer à Solidaires Finances Publiques, c'est un acte fort. Une manière de se faire entendre, d'être reconnu, écouté, consulté, entendu.

Ta cotisation syndicale te permet de :

Recevoir l'Unité Le journal historique de notre organisation.

Bénéficier d'un accès complet au site national. Nous publions des articles réservés aux adhérents.

Avoir une information régulière. Avec nos infos lettres sur les sujets d'actualités.

Être défendu. Nous pouvons te conseiller et te défendre si besoin, dans ta gestion administrative

Participer, apporter tes idées et tes réflexions au débat démocratique interne de notre organisation.

Pour adhérer une seule adresse :
Solidairesfinancespubliques.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr
ou directement en ligne :
https://solidairesfinancespubliques.org/le-syndicat/adherer.html

Si tu as des questions ou un besoin d'accompagnement pour ton bulletin de salaire, une mutation, une révision de notation ou des problèmes de santé ou de sécurité, tu peux appeler Agnès ou Jean-Christophe le mercredi à la permanence de Solidaires Finances Publiques 54 au 03.83.85.47.10 ou par mail quand tu veux Solidairesfinancespubliques.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr

ET NOUS ET NOUS ET NOUS !

Lors du Comité Social D'Administration Local (CSAL) du 11 janvier 2024 l'intersyndicale CFDT, Solidaires, FO et CGT Finances Publiques a adressé une lettre ouverte à M. GAUTIER, Président du CSAL, afin de l'informer de la décision unanime des représentant.es du personnel de ne pas participer à cette instance afin de ne pas cautionner les 4 nouvelles suppressions d'emploi dans notre département.

Nous lui demandions, en outre, comme cela a été fait par le passé et comme le prévoit l'article 17 du règlement intérieur, de reconvoquer celui-ci en deux temps, en scindant la question des emplois de celles des autres points mis à l'ordre du jour.

FACE AU REFUS DU PRÉSIDENT DE MODIFIER L'ORDRE DU JOUR.

Solidaires a décidé de boycotter cette seconde instance qui s'est réunie le 16 janvier 2023. Il était en effet hors de question pour notre organisation syndicale de discuter des suppressions d'emploi avec la direction.

Nous réaffirmons qu'année après année, les ponctions dans nos effectifs sont insupportables. Nos conditions de travail se détériorent. Les différents observatoires reflètent parfaitement cette réalité. Nous vous invitons d'ailleurs à répondre à l'observatoire interne 2024 qui vient de nous parvenir.

LE QATAR GATE

Solidaires Finances Publiques, en ce début d'année, a découvert via une enquête de Médiapart, que l'arrivée de Neymar au PSG en 2017 avait été facilitée par le rôle joué par le ministre de l'Action et des comptes publics de l'époque, Gérald Darmanin, et son directeur de cabinet, Jérôme Fournel parti au cabinet de Bruno Lemaire il y a quelques jours.

Nous y apprenons que pour limiter le coût de rachat du joueur, le Qatar, propriétaire du PSG, exigeait que cette somme ne soit pas soumise aux impôts et cotisations sociales normalement dus et qu'un rescrit a été fait dans ce sens. Cet évitement d'impôt rendu possible par le rescrit de l'administration nous heurte au regard de son montant (88 millions d'euros selon la presse) mais aussi du traitement privilégié dont aurait pu bénéficier le PSG.

Comment peut-on encore mettre en avant la nécessité de supprimer des postes de fonctionnaires ou de réduire les enveloppes relatives aux contractuels et autres vacataires quand on perd 88 Millions d'euros de recettes publiques ?

Cet exemple de compromis entre amis ne remet-il pas en cause la probité et l'exemplarité de nos Directeurs dans toute la chaîne du commandement ?

ET NOUS, ET NOUS ET NOUS ?

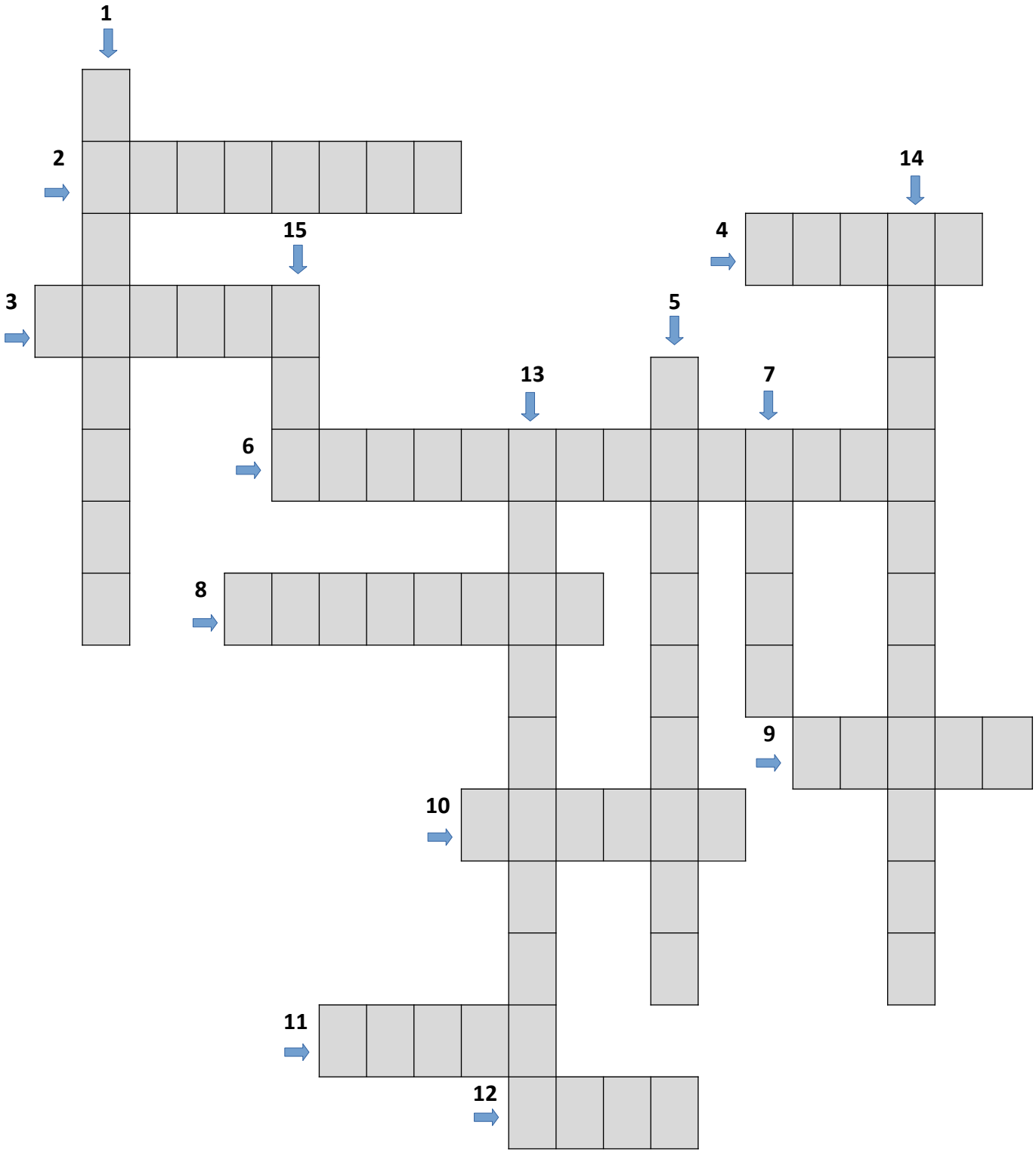
Quelle légitimité leur reste-t-il pour exiger de leurs agents tout sacrifice nécessaire pour le bien de la collectivité nationale et de la communauté DGFIP en particulier ?

Ne peut-on pas interroger le caractère "exceptionnel" de ce type de transactions ? Devrions-nous nous habituer à ce type d'accords ?

De nombreux précédents existent (LVMH / Arnaud, Google et autres grands de l'économie). A chaque fois la même justification : leur activité génère des ressources qui "ruissellent" naturellement vers les plus pauvres et les moins bien lotis.

Nous ne supportons plus le dénigrement quasi permanent des politiques anciens fonctionnaires (ou anciens énarques), du plus haut gradé, au plus obscur Directeur !

LES JEUX DE STANISLAS



1 – Elle peut être de rapprochement **2** – Plus on bosse, plus elle s'éloigne **3**- Nouvel outil pour les muts 4- Journal plein de ressources

5 – Nerf de la guerre **6** – Tous pour un ! **7** – Ancien CTL **8** – Pour être reconnaissable en manif. La nôtre est rose. **9** – Nombreux place Stan

10 – Souvent départ ou arrivée des manif à Paris. **11**- Arme des travailleurs **12** - Nos ancien.nes y ont milité. **13** – 2 à 3 jours par semaine

14 – Anciennement Groupe des 10. **15** – Pour construire les mobilisations